



CoGiTo 59



SOMMAIRE

A la DGFIP, 2024 c'est l'heure des comptes et bilan du Père Noël vert dans le Nord - Page 1

Restaurants administratifs et idée reçue de la CGT - Page 2

Morts au travail et jeu revendicatif - Page 3

Le Nord se mobilise pour la paix et la solidarité et bulletin d'adhésion - Page 4

Père Noël vert du Secours Populaire



Le début du mois de décembre a vu la section CGT de la DRFIP Nord tenir son traditionnel stand du Père Noël Vert dans l'immeuble Kennedy. La recette finale de 2 132 € a été reversée au Secours Populaire.

Un grand merci à tous les participants, qui cette année encore permettent au Secours Populaire d'offrir un Noël particulier aux plus fragiles.

A LA DGFIP, 2024 C'EST L'HEURE DES COMPTES !



Dans un contexte inflationniste extrême, l'érosion de notre régime indemnitaire n'a jamais été aussi flagrante, mettant en difficulté de nombreux agents, et jouant sur l'attractivité de la DGFIP.

Sans attendre un hypothétique nouveau ministre chargé de la Fonction publique, le président Emmanuel Macron a donné ses lignes directrices pour la rémunération des fonctionnaires : ce sera le « mérite » et rien d'autre.

Or depuis l'automne dernier des négociations indemnitaires se sont engagées à la DGFIP. Celles-ci ont repris ce 29 janvier. Notre détermination à obtenir une reconnaissance indemnitaire à la hauteur de notre conscience professionnelle et de notre technicité est intacte, et ce, malgré des réformes structurelles incessantes, des suppressions massives d'emplois et des conditions de travail toujours plus dégradées. **Cela fait plus de 10 ans que notre régime indemnitaire n'a pas été revalorisé. Cela ne peut plus durer !**

Loin de répondre aux attentes de l'ensemble des personnels, l'attribution de la prime GMBI en 2023 dans l'urgence et sans tenir compte de toutes les réalités que traversent les services de la DGFIP, pour solder un contentieux... dont l'administration était la seule comptable, ne peut que renforcer le malaise et la défiance des personnels.

L'intersyndicale est convaincue que pour obtenir une revalorisation à la hauteur des enjeux, il y a nécessité à ce qu'un maximum de collègues s'invite dans cette négociation. Comme souvent, les avancées ne reposent que sur l'engagement de chacune et de chacun d'entre nous.

Ce début d'année est l'occasion de prendre une bonne résolution, adhérez à la CGT Finances publiques et luttons ensemble!

RESTAURANTS ADMINISTRATIFS DE LA DRFiP NORD

Depuis plusieurs mois, la DRFiP Nord avance sur la création d'une association unique pour gérer les 10 restaurants administratifs du département. Elle a créé le 1er septembre 2023 un emploi dédié (Idiv), pour gérer la potentielle association unique, notamment sa trésorerie.

Lors du dernier conseil d'administration du Restaurant Kennedy le 21 novembre, un bilan comptable alarmant a été présenté, bilan comptable qui a été vivement critiqué par les représentants des rationnaires au vu des erreurs évidentes qu'on y trouvait et qui privaient la comptabilité de sincérité. Par ailleurs, des questions sur le montant des subventions sont restées en suspens, alors que certaines ont fondu de plus de 30 % en 1 an, et d'autres ne correspondent pas au montant maximal auquel l'association aurait pu prétendre.

Sur la base de ce bilan, **une augmentation du prix de 1 €** a été actée, malgré l'opposition quasi unanime des rationnaires (7 sur 8). Il a déjà été annoncé qu'à cette augmentation prévue au 1er janvier, s'ajouterait **une seconde augmentation de 1€ au 1er mars**. Tout cela se fait sans baisse des tarifs des autres restaurant administratifs du département!

Ces sujets très importants pour le quotidien des agents notamment en période de forte inflation ne sont pas discutés dans les instances paritaires où siègent vos représentants CGT.

La CGT, attachée au principe de solidarité, n'est pas contre la création de l'association unique mais à condition que les prix soient harmonisés sur l'ensemble des cantines de la DRFiP et ne dépassent pas 5 €. Nous rappelons que pour la CGT, il ne devrait pas y avoir un seul palier de prix en fonction de l'indice 534, mais plusieurs paliers en fonction de l'indice, avec une grille très progressive pour plus de justice.

La CGT Finances publiques Nord revendique également :

- un repas de qualité, fait sur place ;
- que ces sujets soient évoqués au conseil social d'administration de la DRFiP Nord ou du Comité Département d'Action Sociale.

Dans l'immédiat, la DRFiP renvoyant ces questions aux associations des restaurants administratifs, nous invitons l'ensemble des collègues rationnaires des restaurants administratifs à participer aux assemblées générales pour soulever l'ensemble des questions posées auxquelles la direction refuse de répondre!

IDÉE REÇUE : LA CGT NE SIGNE JAMAIS D'ACCORDS

A rebours de l'image souvent véhiculée de la CGT, la centrale signe en réalité de nombreux accords sur le terrain. D'après le dernier bilan sur la négociation collective, la CGT a approuvé 83,7 % des accords en entreprise. « A partir du moment où les propositions vont dans l'intérêt des travailleurs, on signe », confirme Nathalie Bazire, négociatrice de l'accord sur le 1% logement cosigné par la CGT. Si la CGT n'hésite pas à valider près de 84% des accords d'entreprise (chiffre stable depuis de nombreuses années), elle refuse d'apposer sa signature aux accords régressifs pour les travailleurs.

La CGT qui claque la porte, qui fait grève avant de négocier, c'est un lieu commun véhiculé par le patronat. La lutte menée au printemps par la CGT aux côtés des travailleurs de Vertbaudet est très emblématique de la ligne CGT.

Non signataire de l'accord sur les NAO qui n'octroyait que des primes, la CGT a obtenu après plus de deux mois de grève la signature d'un important accord salarial, avec 90 à 150 euros net d'augmentation.



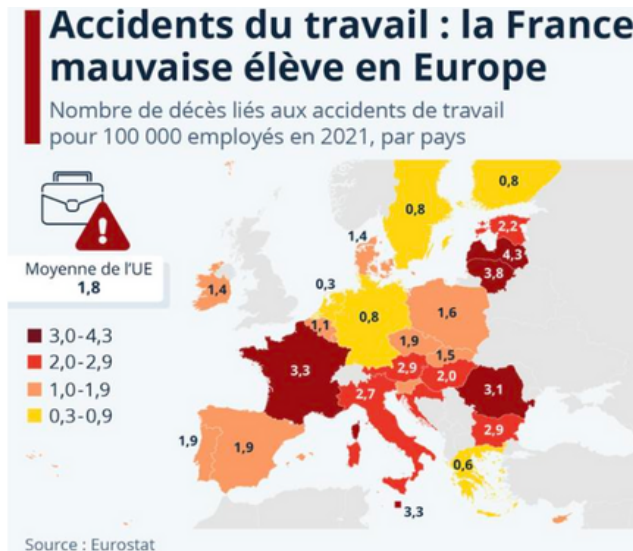
ASSEMBLEE GÉNÉRALE DU 2 AVRIL 2023 - APRES 2 MOIS DE GREVE, UN ACCORD EST SIGNÉ PAR LES SALARIES DE VERBAUDET

Signer un accord dans lequel il n'y a rien de positif pour les salariés n'a aucun intérêt. La lutte à Vertbaudet a été exemplaire de ce point de vue !

STOP A LA MORT AU TRAVAIL

Aller toujours plus vite, pour plus de rentabilité... Cette réalité insoutenable existe bel et bien en France, qui fait figure de cancre de l'Europe, avec en moyenne 2500 accidents du travail par jour et 2 morts par jour tous secteurs confondus.

Pour la CGT, il n'y a aucune fatalité à mourir au travail. La preuve est qu'il y a 4 fois moins de décès au travail chez certains de nos voisins européens. Très souvent, les employeurs tentent de renvoyer la responsabilité sur les salariés : soit ils ont été imprudents, soit ils ont pris des risques inconsidérés, et bien d'autres prétextes encore ...



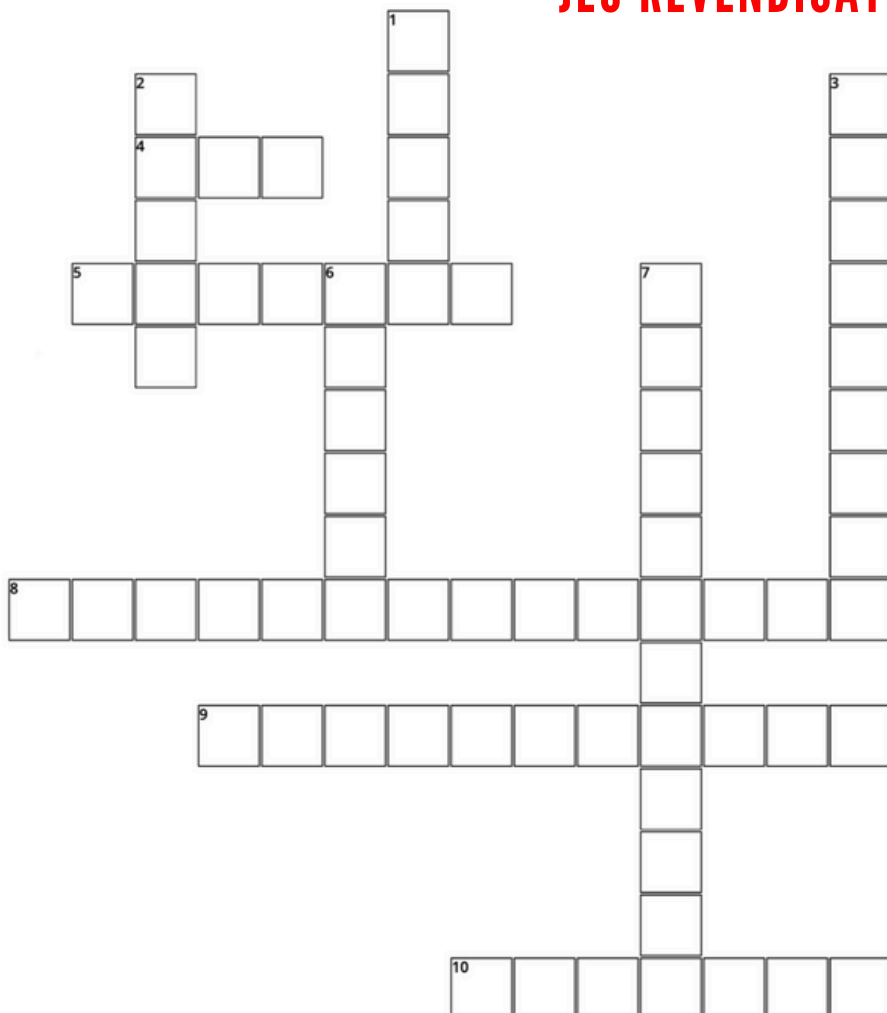
Les gouvernements successifs ne s'emparent jamais de ce sujet faisant passer les profits avant les travailleurs.

Pour la CGT, il faut absolument une politique ambitieuse en matière de prévention. Une augmentation importante des effectifs de l'inspection du travail et de la médecine du travail est indispensable afin que les alertes des salariés soient entendues. Il faut également rétablir les comités hygiène santé et sécurité au travail (CHSCT) supprimés par les ordonnances Macron de 2017.

Enfin il faut sanctionner les entreprises qui ne respectent pas les normes de prévention et à permettre davantage de départs anticipés pour les salariés employés dans des métiers pénibles.

Les politiques mises en place (par exemple le détricotage du Code du Travail) et le manque de moyens alloués aux politiques de prévention ont une responsabilité majeure sur le nombre de morts au travail. Pire, la contre-réforme des retraites repoussant l'âge légal de départ à 64 ans ne peut qu'aggraver la situation!

JEU REVENDICATIF



1. Ne va pas nous manquer au Gouvernement après les avoir dépassés
2. Là où les puissants se réunissent
3. Pas le bahut de Guérini
4. 500 000 euros par an, ce n'est pas assez pour elle...
5. Directeur du cabinet du ministre dans l'affaire PSG
6. Crédit d'impôt dans l'affaire PSG
7. Régime à augmenter d'urgence face à l'inflation
8. Slogan de mobilisation pour la grève féministe du 8 mars
9. Dernière loi de la honte du Gouvernement, objet de la mobilisation du 21 janvier
10. Besoin urgent de paix et de cesser-le-feu

LE NORD SE MOBILISE POUR LA PAIX ET LA SOLIDARITE

REJET DE LA LOI IMMIGRATION

En faisant voter, le 19 décembre 2023, la loi « Asile et immigration », E. Macron, le gouvernement, des député.es de différents groupes parlementaires dont celui du Rassemblement national, ont porté atteinte à la République et à ses principes!

La CGT et d'autres organisations syndicales, politiques et associatives se sont mobilisés le 21 janvier dernier : plus de 4000 manifestants se sont retrouvés à Lille pour exiger le retrait de cette loi.

Le 25 janvier dernier, le Conseil constitutionnel a censuré les mesures les plus extrêmes notamment les quotas migratoires.

La CGT continuera d'oeuvrer pour l'unité de notre camps social!



POUR UNE PAIX JUSTE ET DURABLE EN PALESTINE



La CGT appelle aux manifestations POUR :

- le cessez-le-feu immédiat et la levée du blocus de Gaza ;
- l'arrêt des bombardements et des déplacements forcés de la population ;
- la protection du peuple palestinien à Gaza et en Cisjordanie ;
- La liberté d'expression et de manifestation, les libertés démocratiques fondamentales
- l'arrêt du commerce avec les colonies illégalement implantées en Palestine occupée ;
- une paix juste et durable entre palestinien-nes et israélien-nes.



Nom :	Grade :	Échelon :
Prénom :		
Date de naissance :		
N° DGFIP :		
Quotité travail : ☐ Temps complet ou ☐ Temps partiel : %		

➔ **ADRESSE D'ENVOI DE LA PRESSE personnelle ou professionnelle**

ADRESSE :

N° : type / voie :

Code postal/Cedex Localité de destination ou libellé cedex :

Tél. :

Mail professionnel :

Mail personnel :

➔ **POUR LES AGENTS A ET A+ ADHÉSION À L'UGICT**

☐ Revue **OPTIONS** (journal des cadres et techniciens) - la revue n'entraîne pas de cotisation supplémentaire

Date : / /

Signature :

Rien n'est écrit d'avance, l'avenir vous appartient !